

L'emploi salarié retrouve sa dynamique fin 2020

Insee Conjoncture La Réunion • n° 16 • Avril 2021

Au 4^e trimestre 2020, l'économie réunionnaise poursuit son redressement, en ayant échappé au second confinement mis en place en métropole. En 2020, l'emploi salarié augmente de 2 %, soit une création nette de 5 300 emplois en un an (- 1,1 % au niveau national). Le secteur privé, qui crée 4 700 emplois (+ 2,6 %), est le principal moteur de cette croissance. Dans le secteur public, 700 emplois sont créés, grâce notamment aux emplois aidés. Secteurs les plus touchés par la crise sanitaire, les transports et l'hébergement-restauration perdent chacun 200 emplois en 2020. Les autres secteurs résistent mieux, notamment les services aux ménages et aux entreprises (+ 1 000 emplois chacun). Offrant une flexibilité aux entreprises dans une période incertaine, l'emploi intérimaire continue de croître (+ 400). De même, l'emploi dans la construction reste particulièrement dynamique (+ 900).

De fait, la situation sur le marché du travail s'améliore. Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établit ainsi à 17 % de la population active, au-dessous de son niveau d'avant-crise. Le sous-emploi et le halo du chômage sont également revenus à leurs niveaux habituels. Les créations d'entreprises augmentent de 7 % au 4^e trimestre par rapport au trimestre précédent, alors qu'elles sont stables au niveau national.

Épargnée d'un deuxième confinement contrairement à l'Hexagone, La Réunion est l'une des rares régions à créer de l'emploi en 2020. Au total, 5 300 emplois salariés sont créés sur l'année, soit + 2 % par rapport à fin 2019 contre - 1,1 % au niveau national ► [figure 1](#). En effet, les créations d'emploi sur le 2^e semestre ont compensé les pertes d'emploi consécutives au confinement du 17 mars au 10 mai. Fin 2020, 269 000 salarié-es travaillent à La Réunion, secteurs privé et public confondus.

En fin d'année 2020, l'activité économique semble ainsi revenue à une situation presque habituelle à La Réunion. Au 4^e trimestre 2020, les embauches sont supérieures de 7 % à La Réunion par rapport à la même période en 2019. Au niveau national, avec le second confinement du 30 octobre au 10 novembre, les embauches diminuent de 27 % sur la même période. Fin 2020, seuls 1,5 % des salariés réunionnais sont en activité partielle, soit quatre fois moins qu'au niveau national. Ces dispositifs d'activité partielle mis en œuvre depuis mars 2020 permettent de préserver les emplois, en indemnisant les salariés dont le nombre d'heures rémunérées par les entreprises baissent,

en lien avec une activité plus limitée. En janvier 2021, le volume d'heures rémunérées par les entreprises réunionnaises est supérieur de 3 % à celui observé un an auparavant, alors qu'il baisse de 7 % au niveau national.

Cependant, la dégradation de la situation sanitaire en début d'année 2021 et les mesures de restriction instaurées depuis le 10 février (fermeture de centres commerciaux et couvre-feu généralisé à l'ensemble de l'île le 5 mars) risquent de mettre à mal cette dynamique retrouvée. En février 2021, le volume d'heures de travail rémunérées restait malgré tout supérieur de 1 % par rapport à février 2020.

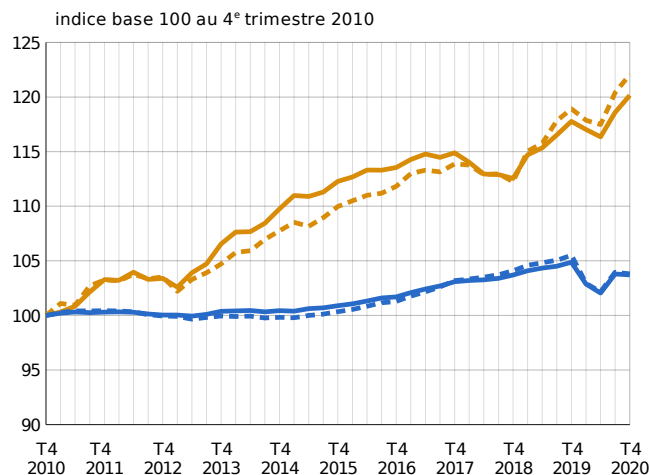
Une dynamique de l'emploi portée par le secteur privé

La dynamique de l'emploi du second semestre 2020 est portée par le secteur privé : 4 700 emplois sont créés entre fin 2019 et fin 2020 (+ 2,6 %). Dans la fonction publique, l'emploi dépasse de 700 son niveau d'avant-crise (+ 0,8 %), grâce notamment aux

450 contrats aidés « Parcours emploi compétence » (PEC) supplémentaires par rapport à fin 2019. Ce sont 10 700 personnes qui bénéficient de ces contrats fin 2020.

► 1. Évolution de l'emploi salarié

— Emploi salarié total - La Réunion
 — Emploi salarié total - France hors Mayotte
 - - - - - Emploi salarié Privé - La Réunion
 - - - - - Emploi salarié Privé - France hors Mayotte



Note : données corrigées des variations saisonnières (CVS), en fin de trimestre.
Champ : emploi salarié total et emploi privé, régional et France hors Mayotte.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Accoss-Urssaf, Dares, Insee.

L'emploi intérimaire augmente pour le 3^e trimestre consécutif

Dans l'ensemble des secteurs (industrie, construction, services), les entreprises réalisent des ajustements de court terme en ayant recours à l'intérim. Après la chute inédite fin mars au moment du premier confinement, l'emploi intérimaire avait retrouvé à la fin du 3^e trimestre son niveau de fin 2019. Il continue d'augmenter au 4^e trimestre, signe que les entreprises privilégient des embauches sous contrat court plutôt qu'à durée indéterminée pour faire face à un surcroît d'activité dans la période d'incertitude liée à la crise sanitaire. Sur un an, l'intérim augmente de 400 emplois.

Transports, hébergement, restauration : les plus impactés par la crise

Au 4^e trimestre, l'emploi salarié hors intérim se stabilise dans les secteurs des transports et de l'hébergement-restauration ► **figure 2**. Cependant, sur un an, ces secteurs ont perdu chacun 200 emplois, en raison de la forte baisse de touristes. Dans l'hébergement-restauration, en décembre 2020, 9 % des salariés sont en activité partielle, soit six fois plus que la moyenne. De plus, les embauches sont inférieures de 32 % au 4^e trimestre 2020 par rapport à fin 2019 (contre + 7 % pour l'ensemble des secteurs).

Les autres secteurs ont plutôt bien résisté à la crise sanitaire, avec un dernier trimestre favorable. Parmi les plus épargnés, les **services aux ménages** (essentiellement des associations) et **aux entreprises** (notamment dans les domaines du nettoyage et de l'entretien) créent chacun 1 000 emplois sur un an, en plus des emplois en intérim. Le commerce a pu lui aussi rebondir et crée 200 emplois sur l'année. Dans ce secteur, l'emploi est stimulé par l'ouverture au 4^e trimestre d'un vaste centre commercial à Sainte-Marie et d'une nouvelle grande surface de bricolage au Port.

► 2. Évolution de l'emploi salarié par secteur détaillé d'activité à La Réunion

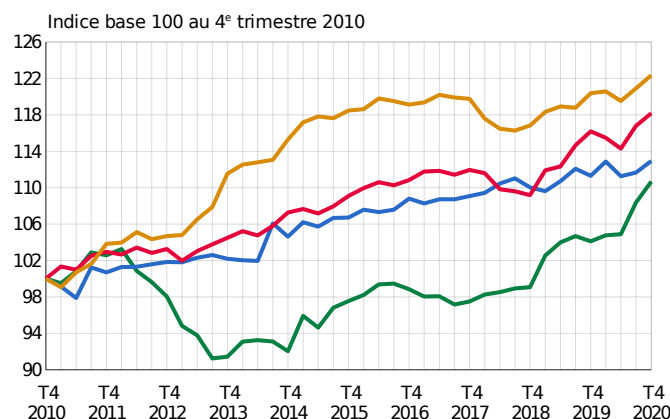
	Emploi salarié en milliers	Évolution trimestrielle en %	Évolution annuelle
Ensemble	269,0	1,3	2,0
Privé	181,7	1,4	2,6
Public	87,3	1,2	0,8
<i>Par secteur d'activité</i>			
Agriculture	3,0	3,2	-0,3
Industrie	18,2	1,1	1,5
dont Agro-alimentaire	7,1	0,9	1,7
Construction	15,6	2,1	6,3
Tertiaire marchand	120,2	1,3	2,0
Commerce	34,6	1,2	0,5
Transports	12,4	0,5	-1,7
Hébergement - restauration	9,9	0,2	-1,9
Information et communication	3,9	2,5	1,1
Services financiers	6,4	0,2	3,1
Services immobiliers	2,0	-0,3	1,3
Services aux entreprises*	24,1	1,7	4,2
Intérim	4,8	3,8	9,6
Services aux ménages	22,2	1,7	4,5
Tertiaire non marchand	112,0	1,2	1,6

* hors intérim.
Note : données corrigées des variations saisonnières (CVS), en fin de trimestre.
 L'évolution trimestrielle compare le trimestre en cours au trimestre précédent, l'évolution annuelle compare le trimestre en cours au même trimestre de l'année précédente.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Accoss-Urssaf, Dares, Insee.

Dans la construction, l'emploi salarié hors intérim progresse de nouveau ce trimestre ► **figure 3**. Ce secteur avait particulièrement bien résisté au premier confinement en plaçant largement ses salariés en activité partielle ou en arrêt de travail, ainsi qu'en ayant moins recours à l'intérim. Sur un an, 900 emplois sont créés. L'emploi industriel hors intérim dépasse également son niveau d'avant-crise avec 300 emplois créés en un an.

► 3. Evolution de l'emploi salarié selon le secteur d'activité

— Construction
 — Industrie
 — Tertiaire marchand hors intérim
 — Tertiaire non marchand



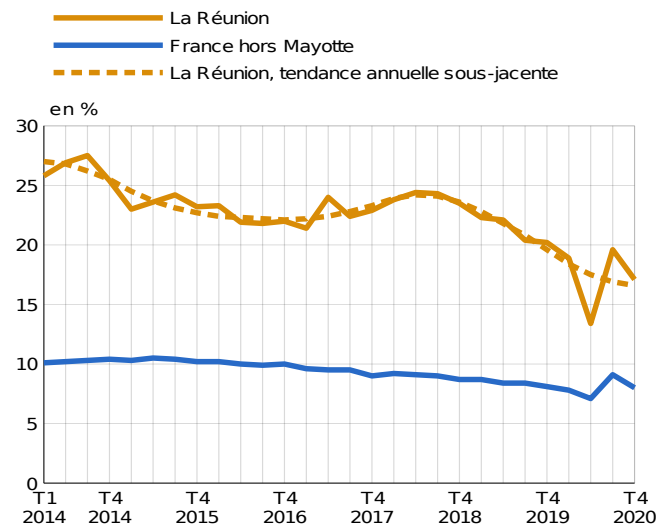
Champ : emploi salarié dans le secteur de la construction, de l'industrie et dans le tertiaire marchand hors intérim et non marchand à La Réunion.
Note : données corrigées des variations saisonnières (CVS), en fin de trimestre.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Accoss-Urssaf, Dares, Insee.

Au 4^e trimestre 2020, 112 000 salariés travaillent dans les services non marchands : enseignement, administration publique, santé, ou action sociale. Si 80 % d'entre eux travaillent dans le public, ils peuvent également exercer dans le privé (activités de soutien scolaire, enseignement de la conduite, médecin, actions auprès des personnes âgées ou en situation de handicap, etc.). Dans ce secteur, le nombre d'emplois augmente de 1 800 en un an, essentiellement dans les secteurs de la santé et du social.

Retour à la normale sur le marché du travail

À La Réunion, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établit au 4^e trimestre à 17 % en moyenne. Après la chute en trompe-l'œil liée au premier confinement, le taux de chômage descend sous son niveau d'avant-crise, poursuivant une baisse initiée en 2018 ► **figure 4**. Au niveau national, le chômage concerne 8 % de la population active fin 2020 ; il est quasi stable par rapport à fin 2019.

► 4. Estimation du taux de chômage trimestriel au sens du Bureau international du travail



Champ : personnes de 15 ans ou plus.

Note : données corrigées des variations saisonnières (CVS).

Source : Insee, taux de chômage localisé et taux de chômage au sens du BIT.

Avertissements

Dans les DOM, contrairement aux départements de métropole, les séries de taux de chômage localisés sont directement issues d'une enquête par sondage. En conséquence, une part d'aléa est susceptible d'introduire du bruit à court terme dans les données.

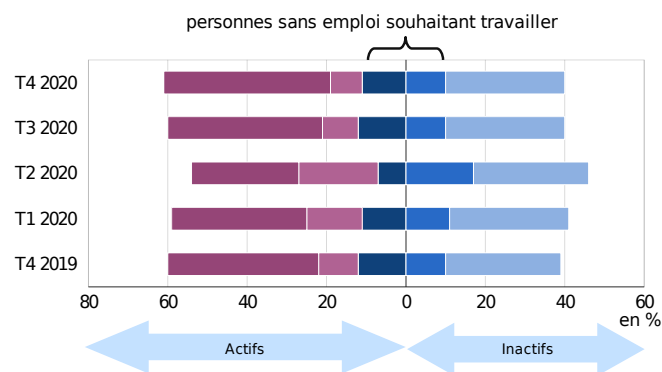
Dans les notes de conjoncture régionales, les séries de taux de chômage localisés sont ainsi complétées par des séries lissées représentant la tendance annuelle sous-jacente. Pour étudier les effets structurels et de long terme, les séries de taux de chômage en moyenne annuelle sont à privilégier.

Parmi les personnes inactives au sens du BIT, celles qui souhaitent un emploi sans être considérées au chômage constituent le halo autour du chômage. Au 4^e trimestre, le halo est à son niveau d'avant-crise : fin 2020, il regroupe 10 % des Réunionnais-es en âge de travailler, comme fin 2019 ► **figure 5**. Au final, qu'elles soient au chômage ou dans son halo, les personnes sans emploi qui souhaitent travailler constituent 20 % de la population en âge de travailler fin 2020, une part un peu inférieure au niveau d'avant-crise. Au niveau national, cette part reste toutefois deux fois plus faible.

Le sous-emploi concerne les personnes employées à temps partiel qui souhaitent travailler davantage et sont disponibles pour le faire ou ont travaillé moins que d'habitude en raison de chômage partiel. Au 4^e trimestre, 8 % des personnes en âge de travailler sont en situation de sous-emploi, un niveau proche de celui d'avant-crise. Au niveau national, il augmente de nouveau sous l'effet du confinement.

► 5. Situation vis-à-vis du marché du travail en 2019 et 2020

- Chômeurs BIT
- Personnes en emploi en situation de sous-emploi (dont chômage partiel)
- Personnes en emploi hors sous-emploi
- Inactifs du halo
- Inactifs hors halo (étudiants, femmes et hommes au foyer, retraités...)



Champ : personnes âgées de 15 à 64 ans.

Source : Insee, Enquêtes Emploi en continu 2019 et 2020.

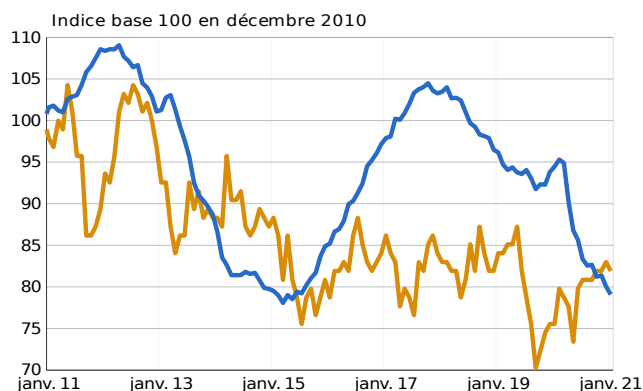
Les permis de construire repartent à la hausse

En 2020, après deux années de repli, le nombre de logements autorisés à la construction à La Réunion repart à la hausse.

► **figure 6**. Le nombre de permis de construire accordés s'élève à 7 900 en 2020, en hausse de 11 % par rapport à 2019. Ce rebond est fortement stimulé par les autorisations de logements collectifs (+ 27 %). Les logements individuels reculent en revanche de 3 % sur la période, avec 3 700 logements autorisés. Au niveau national, les autorisations de construire baissent de 15 % ; les permis autorisés de logements individuels et collectifs reculent respectivement de 10 % et 18 %. En 2020, à La Réunion, le nombre d'ouvertures de chantier est estimé à 6 500 logements, en recul de 7 % par rapport à 2019. Cette baisse concerne aussi bien les logements individuels (- 3 %) que les logements collectifs (- 8 %). En France, les mises en chantier reculent également (- 7 %), quel que soit le type de logement.

► 6. Évolution du nombre de logements autorisés à la construction

- La Réunion
- France hors Mayotte



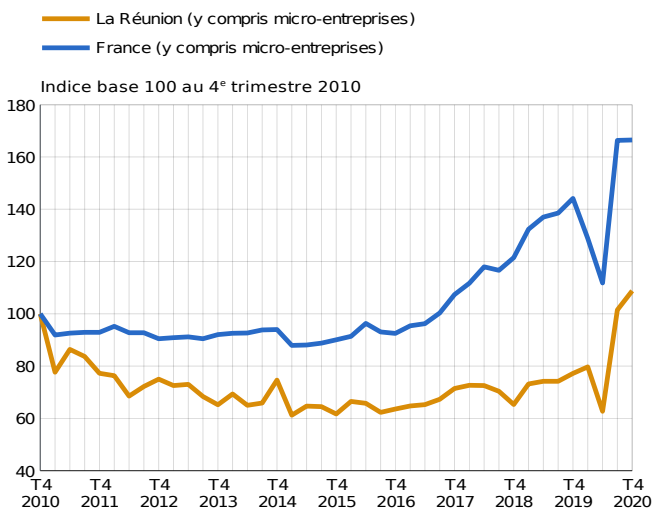
Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.

Source : SDES, Sitedel2.

Nouvel essor des créations d'entreprises

Au 4^e trimestre 2020, 2 500 entreprises sont créées à La Réunion dans l'ensemble des secteurs marchands non agricoles, soit une hausse de 7 % par rapport au trimestre précédent. Dans le même temps, le nombre de créations d'entreprises est stable au niveau national. ► **figure 7**

► 7. Évolution des créations d'entreprises



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).
Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Si les créations d'entreprises croissent dans tous les secteurs d'activité à La Réunion, elles sont les plus dynamiques dans la construction (+18 %), qui contribue pour un quart à la hausse globale. Elles progressent de 8 % dans le « commerce, transports, hébergement et restauration » et de 5 % dans les services (hors commerces). Ces deux derniers secteurs concentrent 83 % des créations.

Par rapport au 4^e trimestre 2019, les créations sous le statut de micro-entrepreneur augmentent fortement (+ 81 %) : plus d'une entreprise sur deux est ainsi immatriculée sous ce régime contre quatre sur dix au 4^e trimestre 2019. Les créations sous forme de société sont également dynamiques (+ 54 %), tandis que les créations d'entreprises individuelles classiques reculent (- 16 %).

Daniel Ah-Son, Anne Jonzo, Nathalie Poley (Insee)

► Définitions

Services aux entreprises : correspondent aux activités scientifiques et techniques, qui regroupent les activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques, ainsi qu'aux activités de services administratifs et de soutien, qui regroupent les activités liées à l'emploi (hors intérim), aux agences de voyage, aux activités de location et à la sécurité.

Services aux ménages : majoritairement composés des activités des organisations associatives, ils comportent également les activités d'arts et spectacles, des activités récréatives et d'autres services personnels.

► Pour en savoir plus

- Les séries longues sur le « [Tableau de bord de la conjoncture à La Réunion](#) ».
- [Tableau de bord économique de La Réunion](#), Cerom, avril 2021.
- [Comptes économiques rapides de La Réunion en 2019](#) - La croissance se redresse légèrement, Cerom, juin 2020.
- « [Nouvelle évaluation de l'impact économique de la crise sanitaire : l'activité se redresse progressivement en juin 2020](#) », Cerom, juillet 2020.
- [Points de conjoncture national de l'Insee en 2021](#), mars 2021.
- [Conjoncture du tourisme au troisième trimestre 2020 - L'activité se redresse ponctuellement en juillet-août](#), Insee Flash La Réunion n° 189, décembre 2020.

Contexte national – En France, la baisse d'activité économique liée au deuxième confinement a été plus limitée que prévu

Au 4^e trimestre 2020, le deuxième confinement en métropole a conduit à une baisse du PIB d'ampleur plus limitée que le premier (- 1,4 % par rapport au 3^e trimestre), affectant surtout les secteurs les plus exposés aux mesures de restrictions (hébergement-restauration, transports, loisirs...). La consommation des ménages a davantage diminué (- 5,4 %), du fait de la fermeture des commerces « non-essentiels » en novembre et malgré le net rebond observé en décembre. Au total, en moyenne annuelle, le PIB français a diminué de 8,2 % en 2020.

Début 2021, le renforcement des mesures de restrictions (couvre-feu avancé à 18h, fermetures de centres commerciaux, confinements locaux...) aurait limité la reprise de la consommation. La production industrielle a quant à elle à nouveau progressé en janvier, accentuant le contraste avec les services les plus affectés.

Contexte international – La reprise économique reste tributaire de la situation sanitaire

En 2020, la crise sanitaire a affecté l'ensemble des économies occidentales, en particulier les secteurs du commerce, des transports et de l'hébergement-restauration, provoquant un recul inédit de la consommation privée. Au quatrième trimestre, la production industrielle s'est maintenue, tandis que la consommation a davantage été affectée par le renforcement des mesures de restrictions (confinements et couvre-feux notamment). Le maintien de ces mesures en Europe depuis le début de l'année 2021 fait craindre une nouvelle baisse de l'activité dans les pays les plus touchés.

► Méthodologie

Les **estimations trimestrielles de l'emploi salarié** sont élaborées à partir de différentes sources :

- les déclarations de cotisations sociales des établissements faites aux Unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (Urssaf) et Caisses générales de sécurité sociale (CGSS), soit sous forme de bordereaux récapitulatifs de cotisations (BRC), soit de déclarations sociales nominatives (DSN) ;
- les fichiers de paie pour les personnels de la fonction publique d'État ;
- les déclarations de cotisations sociales collectées par la mutualité sociale agricole (MSA) ;
- les déclarations d'emploi des particuliers employeurs provenant de trois formalités administratives : déclaration nominative simplifiée (DNS), chèque emploi service universel (Cesu) et prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) ;
- les déclarations mensuelles des entreprises de travail temporaire (ETT) adressées à Pôle emploi, auxquelles se sont progressivement substituées les déclarations sociales nominatives (DSN) à compter de mi-2016.

Le champ des **taux de chômage localisés** couvre à présent les DOM (hors Mayotte) sur une période débutant au 1^{er} trimestre 2014. Ces taux de chômage localisés sont issus principalement de l'enquête Emploi en continu, et présentent des intervalles de confiance importants.

Les estimations trimestrielles d'emploi et de chômage sont susceptibles d'être révisées chaque trimestre.

